

# Towards an Energy Union...

## France

This factsheet is a summary of full version contained in the 3rd Energy Union Report (November 2017)



with security & solidarity...

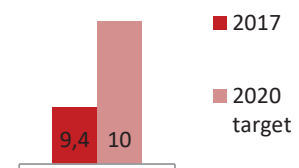
France's energy mix has a higher share of nuclear energy compared to the EU average, whilst the share of fossil fuels and renewable energy is lower. Its diversification of import sources coupled with its good capacity levels at interconnection entry points and LNG terminals make it **less vulnerable than most countries in terms of security of supply**.



in an integrated market...

To ensure access to **cheap and secure energy for all consumers in Europe** the EU is investing in energy infrastructure to allow energy to be traded freely between and within EU countries. In 2017, France's level of electricity interconnection was close to its 10% target. Rolling out smart meters and EU-financed interconnections with the Iberian Peninsula will help limit consumption and benefit consumers and business.

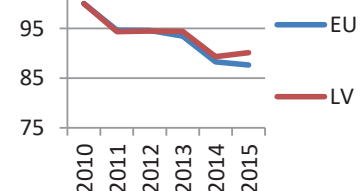
Interconnectivity level in %



which does more with less...

Economic growth has been decoupled from energy consumption since 2005. Although primary energy intensity has decreased, France is still slightly above the EU average. Implementation of the "Energy Transition for Green Growth" Act will be key to reducing further the energy demand in areas such as the building sector and contribute to achieving France's 2020 targets.

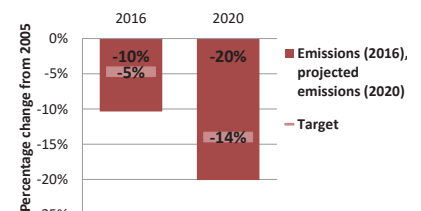
Energy efficiency Trend



based on climate-friendly policies...

Until 2016 France has had lower greenhouse gas emissions than its annual targets for emissions not covered by the EU emissions trading system (EU ETS). This national target covers notably emissions from transport, buildings, agriculture and waste. **France is expected to reach its 2020 target**, which is to decrease emissions by 14 % from 2005 levels. With 15.2 % renewable energy in 2015, further efforts are needed to reach the 2020 target of 23 % renewable energy.

Greenhouse gas emissions in non-ETS sectors



that fosters research, innovation & competitiveness.

In 2015, France was the EU country with the highest public investments in the Energy Union's research and innovation priorities, with the highest share for nuclear safety, followed by sustainable transport and smart systems. Under the Horizon 2020 energy programme French participants have received €148 million, including €8.4 million for the DEEOEGS project on deep enhanced geothermal systems.

# Vers une union de l'énergie...

## France

Cette fiche d'information est une synthèse de la version intégrale figurant dans le 3<sup>e</sup> rapport sur l'union de l'énergie (novembre 2017)

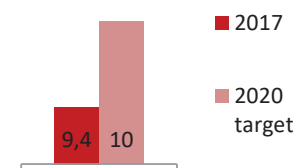
  
avec sécurité et  
solidarité...

Le bouquet énergétique de la France détient une part plus importante d'énergie nucléaire par rapport à la moyenne de l'UE, tandis que la part des combustibles fossiles et de l'énergie renouvelable est plus faible. Sa diversification des sources d'importation associée à ses bons niveaux de capacité aux points d'interconnexion et aux terminaux de GNL, rend la France **moins vulnérable que la plupart des pays en termes de sécurité d'approvisionnement**.

  
dans un marché  
intégré...

Pour garantir l'accès à une énergie sûre et peu coûteuse pour l'ensemble des consommateurs en Europe, l'UE investit dans les infrastructures énergétiques afin de permettre l'échange libre d'énergie entre et au sein des pays de l'UE. En 2017, le niveau d'interconnexion électrique de la France était proche de son objectif de 10 %. Le déploiement de compteurs intelligents et d'interconnexions avec la péninsule ibérique financées par l'UE, contribuera à limiter la consommation et bénéficiera aux consommateurs et aux entreprises.

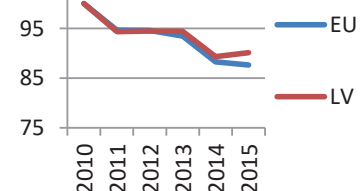
Interconnectivity  
level in %



  
qui fait plus avec  
moins...

La croissance de l'économie française a été dissociée de la consommation d'énergie depuis 2005. Bien que l'intensité énergétique primaire en France ait diminué, le pays est toujours légèrement au-dessous de la moyenne de l'UE en matière d'efficacité énergétique. La mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique sera essentielle pour réduire la demande énergétique dans des domaines tels que le secteur du bâtiment et ainsi contribuer à la réalisation des objectifs de la France pour 2020.

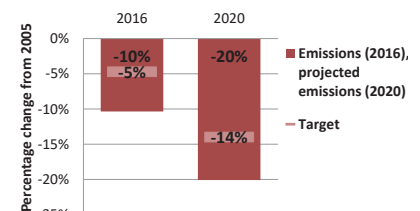
Energy efficiency Trend



  
sur la base des  
politiques  
respectueuses du  
climat...

Jusqu'en 2016, la France a eu des émissions de gaz à effet de serre de moins valeur que celle de ses objectifs annuels pour les émissions non couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS). Cet objectif national couvre notamment les émissions résultant du transport, les bâtiments, l'agriculture et les déchets. **La France devrait atteindre son objectif pour 2020**, qui est de réduire les émissions de 14 % par rapport aux niveaux de 2005. Avec 15,2 % d'énergies renouvelables en 2015, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre l'objectif de 2020.

Greenhouse gas emissions in  
non-ETS sectors



  
qui favorise la  
recherche, l'innovation  
& la compétitivité.

En 2015, la France était le pays de l'UE présentant le plus d'investissements publics dans l'Union de l'énergie en matière de recherche et d'innovation prioritaires, avec le pourcentage le plus élevé en matière de sûreté nucléaire, suivi par le transport durable et les systèmes intelligents. Dans la section énergie du programme Horizon 2020, les participants français ont reçu 148 millions d'EUR, dont 8.4 millions d'EUR pour le projet DEEPEGS sur le profondément des systèmes géothermiques avancés.